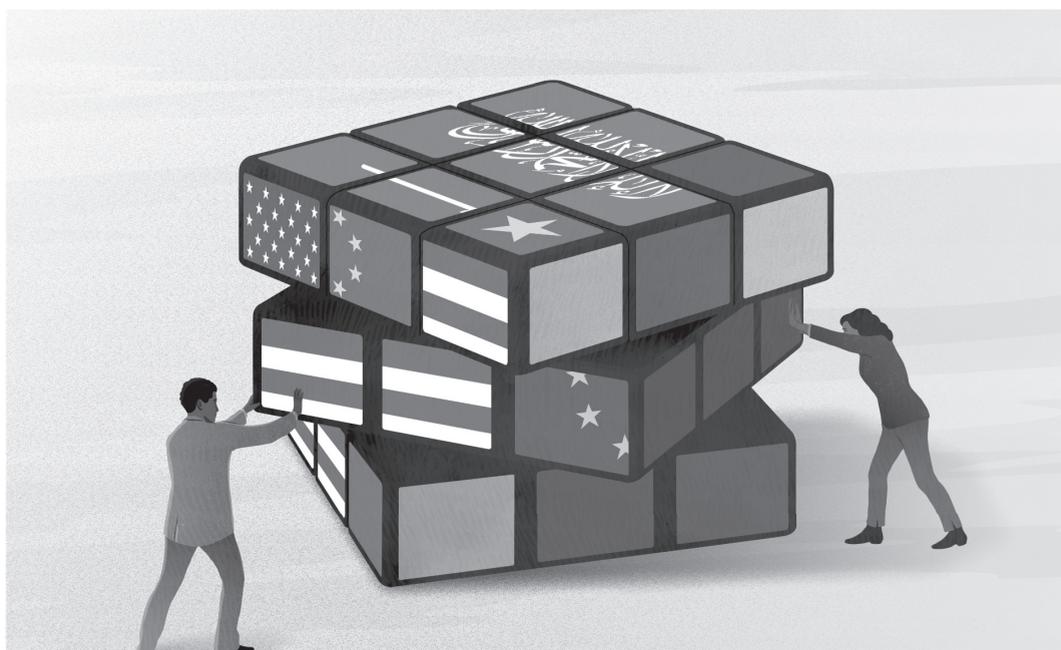


ramses 2025

SOUS LA DIRECTION DE THIERRY DE MONTBRIAL ET DOMINIQUE DAVID

ifri



ENTRE PUISSANCES ET IMPUISSANCE

- MOYEN-ORIENT : LA RECOMPOSITION SANS FIN
- ÉTATS-UNIS : L'EMPIRE INQUIÈTE...
- UNION EUROPÉENNE : UN DESTIN CONTRARIÉ ?

DUNOD

D'un vieux monde l'autre



<http://dunod.link/ramses25-02>

Le triangle des impuissances

Plus plate mais hérissée de puissances aux moyens diversifiés, la scène internationale semble désormais peu maîtrisée par les dominants d'hier. Au Proche-Orient, nulle raison, nulle force ne semblent pouvoir contenir la course à l'abîme. À Washington se mêlent hésitations sur le rôle planétaire du pays et doutes sur l'avenir même de la société américaine. Quant à l'Europe : se réveillera-t-elle pour prendre en compte le monde tel qu'il est ?

On peut vivre longtemps ainsi, l'abcès dormant, suppurant, suivi distraitement. Puis le mal se réveille, s'impose à nouveau. Au Proche-Orient, la violence, la sauvagerie du 7 octobre et le déchaînement militaire qui l'a suivi rappellent – inutilement – la profondeur, l'étendue du mal. Aucune autre crise, nul autre malheur ne justifient plus une analyse multiscalaire, aux niveaux d'analyse entremêlés.

D'abord, bien sûr, le niveau local. L'impuissance des Palestiniens à s'imposer dans la négociation post-Oslo, leurs divisions, le lent pourrissement d'une Autorité palestinienne fantôme... En face, la volonté israélienne d'effacer le problème, en le marginalisant territorialement (en gommant avec la colonisation toute inscription géographique d'un peuple-État palestinien), militairement (en maintenant l'affrontement à un niveau technologiquement gérable) et politiquement (en contournant les Palestiniens par leurs appuis – théoriques – arabes). Et, des deux côtés, une radicalisation d'exclusion de l'autre : en Israël avec une droitisation continue ; du côté palestinien avec un désespoir conforté par l'effacement de tout avenir politique – et aujourd'hui par les massacres de Gaza.

On peine à imaginer l'impasse percée. Quels miracles pourraient, à court ou moyen terme, transformer l'opinion israélienne et reformer un corps politique palestinien crédible pour un dialogue bilatéral ? Devrait-on compter sur une dynamique régionale ? Les manœuvres des voisins sont à la fois trop déterminées par leurs intérêts immédiats et trop inscrites dans des schémas géopolitiques dépassant les logiques régionales. Les mobilisations de la « rue arabe » échouent à s'imposer aux priorités d'État : en Égypte la stabilisation du régime, le développement du Sinaï, les relations avec les États du Golfe et Washington ; en Arabie saoudite la volonté de redéfinir les relations avec les États voisins, tout en préservant un certain parrainage américain ; en Iran, la volonté d'éviter tout conflit régional d'ampleur, en faisant désormais prévaloir les intérêts nationaux sur l'agitation des *proxies* ;

en Turquie l'insertion de la problématique palestinienne dans un jeu diplomatique redessiné par la guerre d'Ukraine... L'enchevêtrement de projets et d'intérêts rend peu vraisemblable la formulation d'une solution lancée par les puissances locales.

Plus au large, la mobilisation mondiale est, elle aussi, ambivalente. Les États-Unis, *volens nolens*, se retrouvent en première ligne dans une région où ils imaginaient réduire leur voileure. L'autisme israélien et la fatigue de l'opinion américaine pourraient pourtant, élections passées, affecter la donne classique du soutien à Tel-Aviv. Les Européens, comme de juste, sont absents, avant qu'on n'ouvre leur portefeuille pour reconstruire ce que d'autres ont détruit. La Chine porte un regard faussement détaché : elle s'installe non loin dans une posture de surveillance et s'affirmera concernée quand cela sera utile à son statut et à ses intérêts. Quant au « Grand Sud », défini pour l'essentiel en « contre » de l'Occident, il a ici une belle opportunité de cristallisation, en dénonçant le double standard de riches mobilisés pour l'Ukraine, mais pas pour sauver les Palestiniens. L'affaire laissera des traces : une pelletée de terre de plus – après l'Irak, l'Afghanistan, la Libye... – sur la « morale des démocraties ».

On peut certes se contenter d'« imaginer Sisyphe heureux » ; mais aussi rêver – seule solution imaginable – d'une conjuration internationale qui réussirait à articuler les trois échelles d'analyse : les bonnes volontés résiduelles des acteurs directs du conflit ; quelques acteurs régionaux décidés à organiser une coexistence relativement pacifique ; et des acteurs globaux – au premier chef les membres permanents du Conseil de sécurité – qui, par leur pression et dans le cadre irremplaçable de l'Organisation des Nations unies (ONU), aideraient à clore un conflit vieux d'un siècle. Il faudrait pour cela que le monde des « grands » en revienne à la raison d'une co-gestion rationnelle – et collective – des plus graves crises internationales : un rêve...

Elle règne, mais ne gouverne plus. La puissance américaine se drape d'incertain : le monde se hérissé de concurrents – réels ou en paroles –, et elle doute d'elle-même.

Le doute du monde a plusieurs visages : Irak, Afghanistan, Chine, Brésil, Russie, Inde, Afrique du Sud (BRICS)... – tous ceux qui témoignent que le leadership américain n'est plus naturel, voire entendent le remplacer. Se croisent ici l'échec singulier de l'Amérique dans l'ordonnement du monde – *Deux, trois, plusieurs Vietnam !*, réclamait Che Guevara... –, et le déclin rampant de l'« Occident », de ses arrogances, de ses « valeurs » post-guerre froide. L'Amérique leader d'une croisade des démocraties : l'image, déjà réductrice, fait long feu.

Restent pourtant les formidables atouts autorisant les États-Unis à prétendre préserver leur première place – ce qui ne signifie pas : une place gouvernante.

Ces atouts sont connus, massifs. Une économie dynamique, hautement capable de « décrocher » les Européens. Une monnaie de référence pour des décennies encore, et une dette financée par le monde entier. Une maîtrise unique – scientifique et organisationnelle – de la dynamique technologique. Une attraction culturelle, une capacité à drainer les intelligences mondiales sans égales. Une puissance

juridique encore sans challenger crédible. Une suprématie militaire garantissant qu'aucun autre État ne puisse constituer une menace directe sérieuse.

Lourds arguments. Au-delà de la volonté des États-Unis de ne pas se laisser imposer la dominance des autres – et d'abord dans la course technologique –, ils ne nous disent pourtant pas grand-chose sur la manière dont Washington entend se préoccuper des crises du monde. Les déploiements militaires actuels, les présences diplomatiques, les alliances de l'Amérique, doivent-ils être vus comme reliefs de présences anciennes, s'effaceront-ils au fil de l'affirmation de *l'Amérique d'abord*, seront-ils drastiquement redéfinis en fonction d'intérêts nationaux repensés dans de nouveaux équilibres mondiaux ?

Plus fondamentalement, les États-Unis fragmenteront-ils demain le monde – par leurs politiques chinoise, de sanctions ; par leurs choix au Proche-Orient ou en Europe –, alors qu'ils prétendaient jusqu'ici l'unifier sous leur *imperium* bienveillant ?

Le débat – classique – sur les engagements de la puissance toujours dominante serait mené plus calmement s'il ne paraissait sourdre d'un pays doutant de soi. Le violent clivage politique de l'élection présidentielle de 2024 n'est que l'effet spectaculaire des profondes divisions de la société américaine : crise du leadership et doute sur soi s'enchaînant, solidaires. Défiance vis-à-vis du système politique, crise du système éducatif, rebond des séparatismes communautaires, obsession de l'immigration, ravages des drogues : l'Amérique est-elle toujours, pour les Américains, une terre promise ? Ou « la maison sur la colline » tremble-t-elle sur ses bases en dépit des preuves multiples de sa puissance ?

La question est de toute évidence de première importance pour un monde où, quoiqu'il adviene dans les décennies futures, le poids des États-Unis restera, déterminant. Empire dominant, empire bienveillant, empire impuissant, empire empêtré d'une puissance qu'il ne sait négocier : les hypothèses restent ouvertes.

Une certaine idéologie européenne a voulu incarner la modernité politique : effacement progressif des conflits armés, prééminence de la règle de droit, coexistence organisée comme une concurrence relativisant la puissance des États, compétition économique substituée à la guerre...

Tous les Européens n'ont pas toujours validé ces idées, mais bon an mal an la marche collective de l'ouest du Vieux Continent s'ordonnait autour de cette prescience : l'Union européenne (UE) allait dépasser l'histoire politique de nos États, et les autres finiraient bien par s'aligner sur notre sagesse.

L'espoir, ou l'illusion, pouvait perdurer dans un monde où ils jouissaient de la prééminence idéologique de l'Occident, où cette prééminence s'appuyait sur une efficacité économique que symbolisait la mondialisation, et où la construction européenne garantissait une relative homogénéité. Ces trois éléments ont explosé. L'Occident ne règne plus seul, et l'idéologie irénique post-guerre froide fait naufrage à chacune de ses interventions extérieures. La « mondialisation heureuse » achoppe sur la crise financière de 2008, sur la crise de l'euro, sur la pandémie de Covid-19. Et les élargissements successifs de l'UE multiplient – le

paradoxe n'est qu'apparent... – les logiques de rétraction nationale, dans un ensemble de plus en plus flou.

La cruelle question aujourd'hui posée à l'UE est donc celle de son adaptation au monde – alors qu'elle croyait le façonner. Une adaptation au monde économique : face à la Chine ou aux États-Unis, la vulgate libérale de l'honnête ouverture décline l'Europe ; une politique de redressement industriel est nécessaire, mais qui inclut des défis technologiques sur lesquels les Européens sont en passe d'être distancés. Une adaptation au monde de nouveaux rapports de force : la parole diplomatique des États européens est faible, et celle de l'Union inaudible dans un monde où les crises s'aggravent, proches de nous. Si le « Sud global » nous prend pour cible, que lui disons-nous ? Avec qui choisissons-nous de parler, de redessiner le monde ? Pouvons-nous croire que l'enfermement dans la redoute démocratique, dans l'état politique où laissent les élections de l'année 2024, suffise à la sauver, par la seule exhibition de ses vertus ? Une adaptation au monde des menaces concrètes : le temps du bien-être pacifiste est clos, les rapports internationaux relégitiment l'usage de la force, et les évolutions technologiques annoncent sans doute un renforcement d'acteurs mal maîtrisables dans des affrontements asymétriques. C'est donc l'ensemble du spectre des besoins de défense qu'il faut redéfinir : collectivement car nul État européen ne peut maîtriser seul l'ampleur des problèmes, et sans s'enfermer dans les hypothèses avancées par les développements du jour.

L'UE semble osciller entre suivisme mou des événements et fuite en avant. Hier persuadée d'être porteuse d'avenir, se résignerait-elle à suivre le fil d'une histoire faite par d'autres ? La question d'aujourd'hui n'est pas celle de sa survie – les organisations meurent moins vite que les hommes – mais de ce qui va survivre. C'est dans cette optique que doivent être évalués les choix politiques d'aujourd'hui, politiques d'autonomie, redressement industriel, *Green Deal*, développement des industries d'armement, élargissements, choix diplomatiques... De quelle Union aurons-nous besoin demain, de quelle Union voulons-nous assurer la survie ?

À cet égard, la question institutionnelle – que faire pour que l'UE demeure « gouvernable » ? – paraît être le dérivé médiocre d'interrogations centrales parce que politiques : quelle Union sera pertinente demain, dans un monde remodelé ? Autrement dit : quelle place les Européens occuperont-ils demain dans un monde qui ne les tient plus comme son centre ?

La scène internationale ne s'enferme pas dans ce triangle : un espace témoin d'un désordre international persistant enté sur les plus anciennes passions des hommes et l'impuissance de la régulation des puissants ; un empire toujours dominant mais incertain de son propre destin ; un Vieux Continent qui peine à ne pas symboliser l'épuisement du vieux monde... Partout se lèvent de nouvelles forces, de nouvelles ambitions. La gouvernance du monde neuf semble lointaine, inatteignable. Une raison de plus, sans nul doute, pour tenter de la penser, de l'ébaucher.

D. D.